Cahier de doléances du Tiers État de la Jumellière (Maine-et-Loire)

Plaintes, doléances et leur remontrances des habitants de la Jumellière.

Les habitants de cette paroisse, puisqu'il leur est permis de se plaindre et de faire entendre leur voix, demandent unanimement :

1. Qu'on supprime la gabelle dont les vexations s'exercent surtout dans les campagnes où elle abuse de la simplicité et timidité des pauvres gens pour les mettre sans cesse à contribution.
2. Qu'on rejette les traites aux extrémités du royaume pour la plus grande liberté du commerce.
3. Qu'on abolisse les charges de jurés-priseurs qui deviennent si onéreuses dans les inventaires des mineurs ; et que de pauvres malheureux obligés de faire des ventes n'aient pas la douleur de se voir enlever le prix de leurs meubles et effets pour payer de ruineuses vacations.
4. Qu'il soit fait un nouveau règlement pour les contrôles, avec une diminution sur ses droits.
5. Qu'on adoucisse la sévérité des ordonnances sur la chasse, ou du moins qu'un citoyen ne soit pas jugé et condamné sur le seul témoignage d'un garde, dont la probité n'est pas toujours le partage.
6. Qu'on fasse de meilleurs règlements, s'il est possible, que la justice se rende à moins de frais, mais surtout d'une manière plus expéditive, en sorte que des gens qui ne vivent que du travail de leurs bras ne soient pas obligés de faire vingt voyages et perdre autant de journées pour obtenir droit sur une affaire souvent de rien.
7. Qu'il y ait dans la répartition des impôts une égalité relative de province à province, selon sa richesse et ses facultés.
8. Qu'il y ait la même égalité de répartition dans toutes les paroisses de chaque province, et sur tous les habitants de chaque paroisse ; et que tous les ordres indistinctement y soient compris dans la même proportion.
9. Qu'on fasse faire la répartition des impôts en chaque paroisse par un certain nombre de personnes prises dans tous les ordres. Qu'il y ait un receveur seulement dans chaque paroisse, ou si les États le jugeaient plus convenable, qu'il en soit nommé un pour plusieurs paroisses, à qui tous les contribuables seront tenus de porter tous les mois la douzième partie de leurs impôts. Il serait taxé une somme fixe pour ce revenu.
10. Que les corvées soient payées en proportion des impositions de chaque particulier, sans qu'aucune personne, de quelque qualité qu'elle soit, puisse en être exempte.
11. Qu'il soit pourvu à l'entretien des ponts.
12. Que tous les chemins conduisant de bourg à bourg soient entretenus aux frais des habitants et bien-tenants des communautés dans la largeur qui sera prescrite par l'Assemblée des États de chaque province, et que ce soit à ces assemblées provinciales de fixer et déterminer ces chemins.
13. Qu'en cas qu'il faille élargir les anciens chemins, le terrain pris sur un des deux riverains soit payé par l'autre riverain.
14. Qu'il soit enjoint à tous les propriétaires d'abattre les arbres qui nuisent aux voyageurs et de faire élaguer les branches qui sont également nuisibles.
15. Que les propriétaires riverains des grands chemins soient maintenus dans la possession des arbres qui y sont plantés.

16. Que, pour un plus grand maintien du bon ordre dans les campagnes, la maréchaussée soit augmentée et distribuée à des distances plus égales et plus prochaines les unes des autres.

17. Qu'on maintienne et conserve l'administration provinciale.

16. Qu'on accorde le retour des États généraux tous les cinq ans.

19. Que pour rendre à l'État une infinité de bras qui lui sont inutiles et qui sont à charge aux particuliers, on supprime les aides, etc., et autre maltôte, et que tout cela soit converti en une imposition proportionnelle aux revenus de tous les ordres.

20. Que l'on supplie aux États généraux Sa Majesté de supprimer ou du moins beaucoup restreindre l'usage des lettres du petit cachet.

21. Que l'on accorde un chemin de Chemillé à Chalennes déjà demandé et passé au Conseil ; un marché de denrées le lundi, autrefois établi à la Jumellière.

On se plaint que le bureau du grenier à sel d'Ingrandes a forcé de lever cette année un seizième de minot de sel de plus qu'auparavant pour menue et grosse salaison.

On demande à être exempt du tirage de la milice en fournissant et entretenant le nombre de soldats provinciaux demandés par Sa Majesté pour la paroisse.